



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

police de sécurité du quotidien
Question au Gouvernement n° 236

Texte de la question

POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

M. le président. La parole est à M. Stéphane Mazars, pour le groupe La République en marche.

M. Stéphane Mazars. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'intérieur, à l'occasion de son discours aux forces de sécurité intérieure le jeudi 19 octobre 2017, M. le Président de la République a rappelé que la première mission de l'État était de protéger ses citoyens et d'assurer leur sécurité, ainsi que celle du territoire. Il convenait alors que la lutte contre le terrorisme restait une priorité absolue, mais qu'il ne fallait pas pour autant se détourner de toutes les autres missions quotidiennes de nos services de sécurité.

La police de sécurité du quotidien doit répondre à cet enjeu. C'était une promesse de campagne du candidat Macron, et c'est le projet que vous défendez désormais, place Beauvau.

Samedi dernier, monsieur le ministre d'État, vous étiez à La Rochelle pour lancer la grande concertation sur la nouvelle police, que vous qualifiez de « police sur mesure »...

M. Éric Diard. C'est la police Canada Dry !

M. Stéphane Mazars. ...et qui n'est pas, contrairement à ce qui est indiqué par vos détracteurs, le retour de la police de proximité que notre pays a connue. Il s'agit bien d'un nouveau dispositif, qui doit notamment permettre une plus grande coopération avec les élus, la justice, la police municipale, les associations, les sécurités privées ou encore les services sociaux.

Après cette première étape de concertation, vous avez annoncé, monsieur le ministre d'État, le lancement d'un plan d'expérimentation dans certains territoires urbains comme ruraux,...

M. Christian Jacob. Très bien !

M. Stéphane Mazars. ...à compter du mois de janvier 2018. Cette police,...

M. Fabien Di Filippo. C'est la police Bisounours !

M. Stéphane Mazars. ...qui sera dotée de moyens supplémentaires – j'en profite d'ailleurs pour saluer l'augmentation du budget dédié à la sécurité dans la loi de finances pour 2018, en cours de discussion devant notre assemblée –...

M. Aurélien Pradié. Justement, aucun budget n'est prévu pour la nouvelle police !

M. Stéphane Mazars. ...et dont l'action sera facilitée par une réforme d'ores et déjà annoncée du code pénal et

du code de procédure pénale, doit, comme vous l'appellez de vos vœux, participer au projet d'une société réconciliée, rassemblée et apaisée.

M. Fabien Di Filippo. Et laxiste !

M. Stéphane Mazars. Pouvez-vous, monsieur le ministre d'État, rappeler et préciser à la représentation nationale le calendrier et les modalités de mise en œuvre des phases de concertation et d'expérimentation préalables à l'installation de cette nouvelle police de sécurité ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, oui, nous avons lancé à La Rochelle, samedi dernier, la police de sécurité du quotidien. Je me suis rendu à La Rochelle pour l'inauguration d'un nouvel hôtel de police.

M. Julien Dive. Ils ont de la chance, eux !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. J'ai accompagné une brigade de contact de la gendarmerie à Nieul-sur-Mer, et nous avons lancé à cette occasion la police de sécurité du quotidien.

J'ai demandé qu'une large concertation soit menée avec, évidemment, les forces de sécurité sur le terrain.

M. Sébastien Chenu. C'est incroyable ! Fantastique !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Les uns et les autres seront consultés : les élus – c'est essentiel –, les polices municipales, les entreprises de sécurité privées et, évidemment, les syndicats des policiers et le Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie pour les gendarmes.

M. Thibault Bazin. Des États généraux !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Elle se poursuivra jusqu'à la fin de l'année. Ce matin, j'ai eu un séminaire avec mes directeurs... (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR*)

M. Thibault Bazin. Un de plus !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. ...et cinq priorités sont aujourd'hui affichées pour une police aux ambitions renouvelées et renforcée par 10 000 personnes. Nous, nous embauchons, quand vous avez débauché. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

Nous voulons une police respectée, des agents mieux équipés et mieux protégés, une police sur mesure, une police connectée et une police partenariale. C'est comme cela, mesdames et messieurs, que nous aurons une France apaisée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Mazars](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 236

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er novembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [1er novembre 2017](#)